

N^u 2022/E6/033

MOTION

DEPOSEE PAR : LE GROUPE « CORE IN FRONTE »

OBJET : REPRESSION DE L'ETAT FRANCAIS EN CORSE

CONSIDERANT l'offre de «dialogue» du Gouvernement français selon une vision d'une possible évolution institutionnelle entamée depuis 1981,

CONSIDERANT l'approbation majoritaire des groupes représentés à la Collectivité Territoriale de Corse quant à la mise en place de ce dialogue et son évolution eu égard aux données historiques du «Problème Corse » pour la France,

CONSIDERANT l'incontournable importance de la question du sort des prisonniers politiques et des anciens prisonniers politiques quant à son impact sur le «dialogue » affiché,

CONSIDERANT la position unanime des groupes représentés à la Collectivité Territoriale de Corse et au-delà, de l'ensemble des forces politiques, syndicales, culturelles, associatives et autres quant à un geste fort sur ce sujet,

CONSIDERANT que la Corse a, dans son passé récent, connu deux amnisties politiques,

CONSIDERANT la position majoritaire des forces politiques de Corse quant à la mise en place d'un processus de solution politique de sortie de crise,

CONSIDERANT le choix démocratique exprimé dans ce sens depuis les élections territoriales de 2015 et réitéré depuis,

CONSIDERANT dans une première étape le strict respect du droit pour les personnes incarcérées permettant de facto une remise en liberté conditionnelle,

CONSIDERANT le maintien en détention forcée comme attentatoires aux libertés et contraire à l'esprit du « dialogue » initié,

CONSIDERANT la répression policière et judiciaire à l'encontre de militants politiques comme opposée à la recherche d'un apaisement et d'une solution pérenne,

CONSIDERANT la situation politique actuelle bloquée, sans autre perspective que l'impasse et propice à toutes les provocations,

L'ASSEMBLÉE DE CORSE

REFUSE de soumettre et de rabaisser le principe de « dialogue » aux ukases gouvernementaux et à ses traductions policières et judiciaires.

REFUSE de voir rabaissé son rôle et sa fonction par un gouvernement dont la constante rétractation tient lieu de ligne politique.

REFUSE de subir les coups de boutoir policiers et judiciaires.

REAFFIRME sa solidarité pleine et entière avec toutes les victimes de la répression politique.

SOMME l'État français de reconsidérer par des gestes forts et cohérents sa vision de traitement d'une solution pérenne pour la Corse.

APPELLE toutes celles et ceux qui sont épris de justice, de volonté de paix, de liberté à faire entendre leur voix pour que la démocratie soit enfin respectée.